



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La coopération en Irlande

Louis P.F. Smith

Citer ce document / Cite this document :

Smith Louis P.F. La coopération en Irlande. In: Économie rurale. N°64, 1965. pp. 47-52;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1965.1891>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1965_num_64_1_1891

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La coopération n'a pu se développer en Irlande avant 1880, par suite de l'insécurité totale du régime foncier. Le développement des coopératives fut plutôt le fait d'intellectuels que de fermiers. Elle se développa néanmoins rapidement avec l'espoir que les coopératives seraient au service de toute la communauté pour l'achat, la vente, l'éducation. Les coopératives connurent un sérieux recul quand, aux environs de 1920, de par leur neutralité politique, elles furent méprisées par les nationalistes et brûlées par les britanniques. Leurs membres furent alors divisés par la Guerre Civile et la chute des prix agricoles nuisit aux affaires.

Voici maintenant le second printemps du mouvement coopératif. Sur des bases économiques consolidées les coopératives groupent une nouvelle génération de fermiers, mieux instruits, plus ambitieux sur le plan économique, étudiant l'usage des coopératives qui existent et le développement de nouvelles.

Les problèmes actuels sont la stabilisation des laiteries en unités traitant 250.000 tonnes de lait par an.

Abstract

Cooperation could not develop in Ireland prior to about 1880 because of the complete insecurity of land tenure. At first the cooperative development was based not on the farmers but rather on the intellectuals. Nonetheless it developed rapidly with the objective of all purpose cooperatives serving every need of the community in buying, marketing, education. The cooperatives suffered a severe setback in the early 1920's when owing to their political neutrality they were scorned by the Nationalists and burnt by the British. The members were then split by the Civil War, and business hurt by the fall in agricultural prices.

The second spring of the cooperative movement is now apparent. Having consolidated their business position the cooperatives find that a new generation of farmers, better educated and with more economic ambition, is learning to use these cooperatives which exist and to develop new ones. Problems which present themselves are the consolidation of creameries into units handling 250,000,000 kilograms of milk per year, the tacking over of 60 % of the animal fodder, compounding and sales, the reorganisation of the central organisation.

LA COOPERATION EN IRLANDE *

par Louis P.F. SMITH

University collège, Dublin

La coopération n'a pu se développer en Irlande avant 1880, par suite de l'insécurité totale du régime foncier. Le développement des coopératives fut plutôt le fait d'intellectuels que de fermiers. Elle se développa néanmoins rapidement avec l'espoir que les coopératives seraient au service de toute la communauté pour l'achat, la vente, l'éducation. Les coopératives connurent un sérieux recul quand, aux environs de 1920, de par leur neutralité politique, elles furent méprisées par les nationalistes et brûlées par les britanniques. Leurs membres furent alors divisés par la Guerre Civile et la chute des prix agricoles nuisit aux affaires.

Voici maintenant le second printemps du mouvement coopératif. Sur des bases économiques consolidées les coopératives groupent une nouvelle génération de fermiers, mieux instruits, plus ambitieux sur le plan économique, étudiant l'usage des coopératives qui existent et le développement de nouvelles.

Les problèmes actuels sont la stabilisation des laiteries en unités traitant 250.000 tonnes de lait par an.

IRISH COOPERATION

Cooperation could not develop in Ireland prior to about 1880 because of the complete insecurity of land tenure. At first the cooperative development was based not on the farmers but rather on the intellectuals. Nonetheless it developed rapidly with the objective of all purpose cooperatives serving every need of the community in buying, marketing, education. The cooperatives suffered a severe setback in the early 1920's when owing to their political neutrality they were scorned by the Nationalists and burnt by the British. The members were then split by the Civil War, and business hurt by the fall in agricultural prices.

The second spring of the cooperative movement is now apparent. Having consolidated their business position the cooperatives find that a new generation of farmers, better educated and with more economic ambition, is learning to use these cooperatives which exist and to develop new ones. Problems which present themselves are the consolidation of creameries into units handling 250,000,000 kilogrammes of milk per year, the tacking over of 60 % of the animal fodder, compounding and sales, the reorganisation of the central organisation.

Historique

Les projets sont toujours basés sur l'expérience passée. La réorganisation actuelle de la coopération agricole en Irlande n'est guère compréhensible si l'on n'en connaît pas les origines.

Le développement de la coopération chez les agriculteurs fut impossible tout au long du XIX^e siècle. Deux des difficultés majeures étaient le manque d'éducation et l'insécurité du régime foncier. Pour les catholiques, qui représentent aujourd'hui quatre vingt quinze pour cent de la population de la République, l'éducation primaire fut interdite jusqu'en 1830, sauf dans des cas exceptionnels. Il existait des écoles illégales, mais elles étaient naturellement insuffisantes. On admet que l'éducation

est une nécessité fondamentale de la réussite de la coopération.

La location de la terre pendant plus de onze mois était également illégale. En pratique, la plupart des agriculteurs étaient des locataires de gré à gré, qui pouvaient être, et étaient souvent, expulsés de leurs fermes avec un préavis de quelques heures. Les loyers pouvaient également être augmentés. Toute apparence de prospérité, toute amélioration des ventes était prétexte à l'augmentation du loyer. La « Land War » modifia cette situation ; la plupart des locataires obtinrent la stabilité dès 1881 ; la situation ne fut réglée qu'avec l'achat complet de la terre par tous les agriculteurs au cours de ce siècle.

* Traduction par Madame Anne ADDA (INRA, Station Centrale d'Economie et de Sociologie Rurales, Paris).

La coopération jusqu'à la guerre civile

La première coopérative moderne fut créée en 1889. Le développement fut rapide, en l'espace de cinq ans il y eut 33 coopératives. Une organisation centrale fut créée en 1894 (la Société pour l'Organisation de l'Agriculture Irlandaise). En 1899, le nombre de coopératives était de 374 et s'élevait à 1 000 en 1914.

La philosophie du mouvement et l'initiative de créer des sociétés ne venaient pas des agriculteurs eux-mêmes. Les chefs étaient curieusement mal assortis. Sir Horace Plunkett était membre de l'aristocratie protestante anglo-irlandaise et, en politique, pour l'union avec l'Angleterre ; le Père Tom Finlay était professeur d'économie, nationaliste et jésuite ; George Russel, directeur d'une revue agricole très pratique, était poète (sous le nom d'« AE »), artiste, socialiste et disciple de religions mystiques indiennes. Ils s'accordaient cependant sur le besoin économique de la coopération et espéraient bâtir une nouvelle civilisation « qui ne s'enflammât pas sur quelques hectares de briques et de mortier mais qui fût basée sur les campagnes ». Ils décrivaient la coopérative comme le centre de la vie sociale de la commune, intervenant non seulement dans les processus de production en fournissant les matières premières et le crédit, mais étant aussi le moyen de répandre l'instruction agricole et d'assurer tous les services communaux.

Pour cela ils voulaient une société à activités multiples et non des laiteries ou des abattoirs spécialisés tels ceux développés en Scandinavie. Une autre raison en faveur d'une société à activités multiples était la difficulté de trouver des personnes compétentes pour les présidences et les conseils. Environ quatre-vingt-dix pour cent des présidents des premières sociétés étaient des ecclésiastiques, non pas pour une raison politique, mais parce qu'ils étaient les seules personnes instruites de la paroisse qui fussent fermement du côté du peuple. Maintenant, avec la diffusion générale de l'instruction, cette pratique n'est plus très fréquente.

Les coopératives espéraient éviter les controverses en s'abstenant de toute politique. Mais la neutralité semble les avoir affaiblies sans les protéger au cours de la guerre d'indépendance (1916-1923). La déclaration d'un homme politique : « on ne fera du beurre dans cette commune que sur les principes

sains du nationalisme » fut, à juste titre, ridiculisée. Mais aucune des parties ne respectait la neutralité. De nombreux chefs nationalistes étaient associés au petit commerce et n'aimaient pas l'idée des coopératives. Les armées britanniques étaient clairvoyantes et en brûlèrent une centaine à titre de représailles. Les coopératives ressemblaient à un chien sur un terrain de football, pourchassé par les deux équipes.

Au début des années 1920, la guerre civile et une baisse des prix de 40 % en six mois laissèrent le mouvement coopératif comme l'ombre de lui-même.

En dehors du rétablissement des laiteries qui suivit le Dairy Act de 1927, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale ce fut une période de consolidation avec un minimum de propagande.

Les résultats

Les résultats n'étaient pas mauvais. Les coopératives avaient fait œuvre de pionnier dans le paiement du lait à la qualité, dans le calibrage et la standardisation du beurre et des œufs, dans la vente d'engrais d'après la qualité, dans le contrôle des semences, dans la création de services de vulgarisation agricoles, dans la formation universitaire de tous les directeurs de laiteries et dans l'introduction de l'insémination artificielle.

D'autre part, les coopératives n'ont pas pu s'établir solidement en dehors de la région d'approvisionnement des laiteries. La moitié du pays, en ce qui concerne les coopératives, était un désert. Mais les coopératives n'avaient pas pu obtenir le contrôle des secteurs où elles étaient cependant prédominantes, comme dans l'industrie laitière. De par la législation, un accord limitant la concurrence n'est pas applicable ; les principes du Gouvernement étaient qu'il n'était pas démocratique de déléguer une telle autorité à un groupe d'agriculteurs. Quand une réglementation obligatoire fut nécessaire, comme dans les cas du calibrage et du marché du beurre et des œufs, un organisme d'Etat, qui donna une place aux organisations non-coopératives, fut institué. Dans certains cas, par exemple les marchés des pommes de terre et du bacon, ceci conduisit à l'unification de la domination des entreprises privées sur le marché.

Le second printemps des coopératives

Les écoles pour adultes et les écoles professionnelles se sont développées pendant les années 1930. Spontanément, les jeunes gens, après avoir fini les cours, restèrent liés et formèrent des groupements sociaux et des associations d'enseignement, appe-

lées *Macra Na Feirme*. Les professeurs, souvent des personnalités exceptionnelles, formaient un noyau. Ces groupes, répandus dans le pays, font le travail accompli par les écoles supérieures populaires au Danemark. Quand les jeunes agriculteurs vieillirent,

ils s'intéressèrent de plus en plus aux sujets économiques, et ainsi fut créée l'Association Nationale des Agriculteurs en 1954 (National Farmers' Association).

En même temps une nouvelle impulsion fut donnée par les contacts internationaux à travers l'O.E.C.E., la FIPA et d'autres associations. Le Marché Commun a surtout enthousiasmé l'imagination na-

tionale. Le bien-être relatif pendant les années de guerre avait permis d'acquitter les dettes et laissé l'agriculture plus libre de se développer.

La mort fait disparaître les membres des conseils de coopératives réticents à abandonner leur charge, même après 50 ans de service.

Tout est alors prêt pour un nouveau pas en avant.

La réorganisation

Pour préparer l'entrée de l'Irlande dans le Marché Commun, tous les secteurs industriels et agricoles de l'économie irlandaise ont été examinés et des rapports ont été faits. Le groupe d'étude de l'industrie laitière était composé de trois fonctionnaires qui publièrent leur rapport en 1963.

L'équipe prenait l'industrie comme une entreprise économique. Ils soulignaient que le volume moyen de ramassage n'était que de 2,5 millions de kg de lait par an et que beaucoup de laiteries étaient proches les unes des autres. A l'origine, les laiteries étaient implantées de manière à ce que les agriculteurs puissent apporter leur lait par cheval et charrette ; par conséquent, un rayon de 5 km était suffisant. Plusieurs d'entre elles étaient des stations d'écémage qui envoyaient la crème à des dépôts centraux de barratage, réduisant ainsi les frais de transport. Avec la motorisation des transports, un grand nombre de ces stations d'écémage devenait superflu. Dans les conditions modernes, une zone de ramassage fournissant 50-75 millions de kg par an semblerait d'une taille raisonnable. Ils recommandaient un programme de regroupement en laiteries de cette taille.

L'équipe critiquait vivement, pour les laiteries existantes, le manque d'unité des comptes d'exploitation et soulignait que l'écart entre les coûts des laiteries à bon et à mauvais rendement était trop grand pour être toléré (de 40 F à 130 F par kg de beurre). Ceci semblait lié à l'organisation coopérative des laiteries et à l'absence d'une forte organisation centrale. Peut-être, et c'est compréhensible, les fonctionnaires de ce groupe ne pouvaient-ils pas faire remarquer que les laiteries appartenant à l'Etat, qui contrôlent presque 25 % de la fourniture industrielle, n'avaient rien fait pour faciliter cette réorganisation ou présenter les comptes d'exploitation.

Un choc fut porté à l'industrie car le rapport laissait entendre que les coopératives et les agriculteurs n'étaient pas capables d'opérer ces réformes eux-

mêmes. Ceci eut un effet bénéfique. Dans un second rapport, le Dr. Joseph Knapp, du Service de la Coopération agricole au Ministère de l'Agriculture des Etats-Unis, exécuta une étude du mouvement coopératif agricole en Irlande sur la demande du Gouvernement irlandais. Ce rapport parut en 1964 et a été adopté pratiquement dans cette forme par les organisations agricoles — on espère qu'une nouvelle appréciation de la coopération inspirera maintenant la politique gouvernementale.

Le Dr. Knapp critiquait le rapport précédent qui méconnaissait les services rendus par les coopératives, services qui deviendraient impossibles si la proposition de réduire les locaux au quart du nombre actuel était acceptée. Le rendement mécanique de la transformation du lait n'était pas le but principal de l'entreprise humaine. Rien ne portait à croire que le sort de l'agriculteur serait meilleur après la réorganisation.

De la même manière, le groupe d'étude gouvernemental sur le bacon et l'industrie de la viande de porc ne faisait aucune allusion aux sociétés coopératives qui avaient un tiers du commerce en mains et qui accaparaient une partie de plus en plus importante de la vente, leur chiffre d'affaires ayant doublé en 10 ans. Ces organisations ne furent pas étudiées, et on ne leur demandait pas de renseignements.

Le Dr. Knapp pensait que la meilleure manière d'améliorer cet état de choses était de donner des pouvoirs véritables à l'Organisation Centrale des Coopératives (IAOS) et de faire une propagande intensive pour la formation des membres de comités, des coopérateurs et des jeunes agriculteurs, futurs membres des coopératives. L'IAOS s'est lancée énergiquement dans cette voie et les premiers développements sont déjà visibles.

Concentration des coopératives

Les laiteries

Loin d'en empêcher la concentration par leur conservatisme, les agriculteurs en ont pris l'initiative. Le groupe d'étude défendait vigoureusement

les unités plus grandes. Déjà depuis la publication du rapport, le sud-est, autour de Dungarvan, a vu se réunir quatre sociétés laitières en une seule unité recevant 75 millions de kg de lait par an et d'autres produits agricoles pour une valeur de £ 1 750 000

(24 200 000 F). Des projets semblables sont à l'étude à Cork, à Limerick et à Cavan-Monaghan. M. Deasy, président de l'Association Nationale des Agriculteurs, a récemment critiqué le Gouvernement au sujet des délais d'intégration des laiteries de l'Etat dans une structure coopérative. Cela ajoutera quelque 70 millions de F au chiffre d'affaires, mais augmentera de façon incommensurable le pouvoir des agriculteurs sur le marché.

Le problème d'une rationalisation raisonnable a pesé lourd sur l'organisation centrale. Des comptes standardisés ne sont pas disponibles pour toutes les laiteries (bien que des chiffres généraux soient publiés depuis 1896). Evaluer l'effet de la fermeture de coopératives secondaires sur la vie sociale d'un district est une tâche majeure. Il n'est pas facile pour un homme de conscience de décider derrière son bureau des mesures qui, en fait, feront disparaître un village en détournant le commerce vers un autre centre, sachant qu'il doit défendre sa thèse même dans le village condamné.

Aliment du bétail

55 sociétés coopératives ont presque conclu des accords en vue d'établir une société commune d'aliments du bétail administrée par la IAOS avec des normes de qualité fixes. Ces accords lieraient les coopératives qui achètent des aliments composés à celles qui en vendent en les obligeant à n'utiliser que le mélange des coopératives. On pense que la part du commerce détenue par ces coopératives passera rapidement de 12 % à plus de 60 % (220 000 000 de F), mais le but principal est le maintien d'une qualité suffisante.

Elevage et alimentation du porc

Les nouvelles coopératives de bacon qui élèveront des porcs en entreprise de taille économique, sont associées avec les coopératives d'aliment du bétail. Pendant plusieurs années les laiteries ont élevé des porcs et ont contribué activement au développement d'un bon cheptel. Les économies d'échelle obtenues dans la production de porcs sont telles que la production de poulets à rôtir devient rentable. On fournit aux agriculteurs des reproducteurs testés et les aliments nécessaires. Après le sevrage, les porcs (*bonnamhs*) sont transportés à une station centrale d'engraissement et de là ils sont vendus sous contrat à des usines.

Les avantages obtenus avec ce système ne sont pas seulement la libération du petit agriculteur pour l'élevage intensif de *bonnamhs*. L'alimentation et l'élevage standardisés donnent un produit de qualité uniforme et permettent de meilleurs prix.

Jusqu'à présent, deux sociétés spécialisées sont créées, 14 laiteries y sont engagées et 5 autres sociétés vont se créer. Chaque société aura une production minimum de 6 000 porcs gras par an.

Le marché du bétail

Le bétail représente 20 % des exportations totales de l'Irlande, d'autres animaux et viandes de toute sorte représentent encore 30 %. A part l'industrie du bacon, les coopératives n'étaient pas développées dans ces secteurs avant les années 40.

Les marchés aux enchères ont subi le plus grand développement. Ceux qui existaient avant 1950 étaient peu nombreux et aux mains de personnes privées. Dans le premier programme d'action de l'Association Nationale des Agriculteurs, en 1954, le développement du marché du bétail figurait au premier plan. En 1962, 17 marchés fonctionnaient, vendant pour 13 millions de livres (180 millions de F) principalement dans le sud. En 1963, 31 sociétés exploitaient 35 locaux et vendaient pour 15 millions de livres (240 millions de F). En 1964, les coopératives vendaient pour environ 17 millions de livres (280 millions de F). Il y a environ 40 marchés détenus par le secteur privé.

Les marchés privés et coopératifs travaillent ensemble en ce qui concerne la publicité et les autres services. Une coopération plus poussée, telle que le contrôle de la solvabilité des acheteurs, est à l'étude. Un comité du marché de viande contrôlé par les producteurs, tel qu'il a été proposé par l'Association Nationale des Agriculteurs, conviendrait bien à ce développement.

Crédit

Les coopératives de crédit n'ont pas eu de succès en Irlande et il y a eu très peu d'interventions gouvernementales sur le crédit sous toutes ses formes. Les coopératives fournissent des engrais contre la garantie de la vente du lait, mais ceci est à court terme et sur une base purement locale.

Quelques banques de crédit, d'après le modèle canadien, ont récemment été créées, mais il est impossible de dire quoi que ce soit sur leur succès général. La meilleure perspective est que la Compagnie de Crédit Agricole, appartenant à l'Etat, a commencé à prospérer après des années de stagnation et sera progressivement transférée aux agriculteurs selon les propositions de Fred Gilmore, un autre expert américain.

Législation

Il n'y a en pratique aucune coopérative de consommation dans la République, cependant la législation en vigueur est celle votée par le Parlement britannique pendant le règne de Victoria. Parmi les dispositions gênantes se trouve celle qui limite la possession d'actions à un maximum de 2 800 F, ce qui rend difficile l'augmentation de capital ou la capitalisation des réserves.

Une commission gouvernementale a fait une enquête sur le sujet et on attend une nouvelle législation.

Education

Les organisations agricoles modernes sont basées sur la formation par des écoles professionnelles, par des cours populaires, institués par l'université dans les régions rurales, et par des clubs d'éducation (correspondant aux 44 clubs des Etats-Unis). L'éducation en matière de coopération a été très répan-

due avant 1920, mais peu a été fait, même sur le plan de propagande, pendant les trente années suivantes.

Maintenant on assiste à un nouveau départ. Les comités suivent des cours ; des conférences sont organisées pour les membres. Une laiterie (Imokilly, Co Cork) a un « comité junior » composé de jeunes gens qui reproduisent le travail du véritable comité et discutent de tous les problèmes avec le président. Cette expérience, qui dure depuis 18 mois, est destinée à former de nouveaux membres de comité et à améliorer les relations publiques avec les jeunes gens.

Conclusion

La coopération agricole irlandaise est en progrès. Ceci s'applique aux chiffres d'affaires commerciaux, aux nouveaux locaux ouverts, aux nouveaux services à la disposition du public. Ce qui est plus important c'est qu'après trente ans d'inactivité, une nouvelle génération s'enthousiasme pour les efforts personnels et le contrôle de la production à grande

échelle et du marché par la coopération. La plus importante expression de ceci se trouve dans les cercles d'étude et de recherche qui conduisent à une action future.

Maintenant, les agriculteurs irlandais peuvent bâtir. Ils ont une base et un plan général. Dans dix ans on devrait réexaminer les prémices.

millions
de livres

millions
de Francs

CHIFFRE D'AFFAIRES DES COOPERATIVES A PRIX CONSTANT (1962)

110 1540

100 1400

90 1260

80 1120

70 980

60 840

50 700

40 560

30 420

20 280

10 140

0

1947

1959

1960

1961

1962

1963

1964

